

GUERRE À LA GUERRE

Estrie - Montérégie - Lanaudière - Outaouais - Québec - Montréal - Ottawa

Le Canada en marche vers la guerre

Comité éditorial de Guerre à la guerre

Mark Carney a pris la tête du gouvernement canadien au printemps 2025, alors que le pays était confronté aux menaces de l'administration Trump. Il profite alors du choc et de la stupeur créés par les tarifs douaniers et le discours d'annexion du Canada par les États-Unis pour imposer un projet de militarisation de l'économie et de la société canadienne, inédit depuis la Guerre de Corée (1950-53).

Le 9 juin 2025, le gouvernement libéral dépose un « plan de réarmement » qui annonce une augmentation des dépenses militaires de 9 milliards \$ l'année suivante, devançant d'un an et demi l'atteinte du seuil de 2 % du PIB. Deux semaines plus tard, il s'engage à respecter la nouvelle cible de l'OTAN de 5 % du PIB d'ici 2035, soit environ 117 milliards \$ par année en date de 2026. C'est plus que la totalité des transferts fédéraux en santé et services sociaux à l'ensemble des provinces.

Ce processus de militarisation de l'économie se précise rapidement. Sanctionnée le 26 juin 2025, la Loi sur l'unité de l'économie canadienne (C-5) fonde le Bureau des grands projets pour accélérer les projets dits

« d'intérêt national ». En février 2026, suite à son discours à Davos, Carney annonce la *Stratégie industrielle de défense* (SID), présentée comme un moyen d'assurer « l'autonomie stratégique » du Canada face aux États-Unis.

Quelle souveraineté dans l'empire?

Pourtant, derrière ce discours, Carney ne propose qu'une rupture de façade avec la machine de guerre étatsunienne. Le projet de réarmement du Canada se fait ainsi à la suite des pressions des États-Unis eux-mêmes pour augmenter l'investissement militaire des pays de l'OTAN. Des entreprises étatsuniennes comme Lockheed Martin et General Dynamics continuent à produire des armes pour l'armée canadienne. Le Pentagone lui-même investit des milliards dans l'industrie et les ressources canadiennes. Les commandements militaires du Canada et des États-Unis demeurent fortement intégrés au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Malgré les « beaux » discours de Carney à Davos, le Canada et les États-Unis demeurent intimement liés.

Un complexe militaro-industriel bien de chez nous

De quelle souveraineté est-il donc question dans la Stratégie industrielle de défense présentée en février 2026? Il s'agit avant tout d'un sauvetage du capitalisme canadien en crise à la suite de l'échec de la filière batterie et des tarifs de l'administration de Donald Trump. Le Canada veut développer son propre complexe militaro-industriel pour tirer profit des guerres en cours et à venir, au même titre que les États-Unis.

Avec des investissements de 500 milliards \$ sur 10 ans, la Stratégie industrielle de défense et la politique de réarmement, ont peut analyser



« Pourtant, derrière ce discours, Carney ne propose qu'une rupture de façade avec la machine de guerre étatsunienne. »

les objectifs de développement d'un complexe militaro-industriel canadien à partir de cinq dimensions : 1) l'exploitation des ressources; 2) l'industrie militaire; 3) la recherche et développement; 4) les forces armées; 5) le financement.

1) Extraire des ressources

L'extraction des minéraux critiques et stratégiques est essentielle à la production militaire. Au cours des derniers mois, on a vu de nombreux projets miniers destructeurs être annoncés à la suite d'un réalignement des minières de la filière batterie en crise vers le militaire (p. 4). Citons à ce chapitre deux projets d'envergure, la mine de la Loutre (p. 5) et Nouveau Monde Graphite (p. 4), destinés à approvisionner l'industrie militaire.

La Stratégie industrielle de défense

Cette stratégie économique fédérale prévoit des investissements supplémentaires de 500 milliards \$ dans le secteur canadien de la Défense. Elle vise à réduire les obstacles administratifs, faciliter les partenariats publics-privés, soutenir la recherche et augmenter les exportations militaires.

Suite p.2



Suite: Le Canada en marche vers la guerre

2) Produire les armes

Du côté du secteur industriel, plusieurs industries civiles sont appelées à réorienter leur production pour répondre aux besoins de l'armée. Par exemple, Bombardier vient de décrocher un contrat de 1 milliard \$ pour fournir des avions civils qui seront convertis en appareils de surveillance GlobalEye pour l'OTAN.

En parallèle, le gouvernement canadien investit des sommes colossales pour accroître les capacités de production des industries militaires actuelles, souvent conjointement avec les États-Unis. C'est notamment le cas avec le projet d'expansion de l'usine de **General Dynamics à Valleyfield** (p. 5) et à Repentigny, notamment pour fournir l'armée canadienne en obus.

3) Les universités et la recherche au service de la guerre

Le secteur universitaire et de la recherche sont eux aussi appelés à se mobiliser dans cette marche vers la guerre en orientant le financement de la recherche vers les priorités de l'armée canadienne. Parmi les secteurs clés, on trouve le développement de drones, l'intelligence artificielle, la surveillance, mais aussi diverses **technologies quantiques destinées à la Défense** (p. 8). Cela se traduit par du soutien direct aux entreprises technologiques, mais également par le développement de nouveaux partenariats entre les universités et le secteur militaire.

4) Les forces armées

L'augmentation de la demande intérieure pour l'industrie de la guerre

est associée à une volonté d'augmenter les effectifs des forces armées canadiennes, incluant un plan de faire passer les forces de réserve de 28000 à 300000 personnes. Pour cela, les salaires d'entrée dans les forces armées ont été augmentés de 20 % en 2025. Dans un contexte de précarité économique croissante et d'accès difficile aux études supérieures, on assiste à la mise en place d'un véritable **projet d'embrigadement de la jeunesse** (p. 11).

Cela concorde avec une augmentation importante des infrastructures des Forces armées canadiennes. Le gouvernement a ainsi multiplié les annonces d'investissement dans des bases, manèges et logements militaires afin d'héberger les nouvelles recrues.

« *Le Canada veut développer son propre complexe militaro-industriel pour tirer profit des guerres en cours et à venir, au même titre que les États-Unis.* »

5) Le financement

Pour mener à bien la militarisation de ces différents secteurs, le Canada aura besoin d'investissements et de capitaux colossaux. C'est pourquoi la Caisse de dépôt et placement du Québec a réaffirmé sa volonté de soutenir le secteur de la défense, et ce malgré les **pressions de la société civile** (p. 10). De son côté, Investissement Québec a changé en 2025 ses règles internes pour permettre les investissements dans le domaine militaire, ce qui lui était jusque-là interdit. Enfin, au printemps 2026, le gouvernement canadien a annoncé la mise en place de la **Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience** (p. 9), pour accélérer l'investissement militaire au sein de l'OTAN.

Vers une société militarisée

Ce à quoi on assiste, c'est la mobilisation non seulement de l'économie, mais de l'ensemble de la société au service de la soi-disant «défense» de l'État canadien. En effet, pour financer ce réalignement militariste, il faut s'attendre à des coupures massives dans les services sociaux. Ainsi, en parallèle de l'augmentation des dépenses militaires à 150 milliards \$, le gouvernement fédéral a prévu des compressions de 15 % dans ses autres dépenses. Pendant que les dépenses militaires explosent, les investissements pour le logement social, la lutte contre l'insécurité alimentaire et le transport collectif reculent, en pleines crises du logement et de l'itinérance.

L'austérité et la militarisation vont main dans la main. D'un côté, on saccage les territoires, on coupe dans les services essentiels et on précarise des pans entiers de la population. De l'autre, on investit massivement dans l'économie de guerre. L'objectif : basculer vers une société où la production, la recherche et les populations sont mobilisées au service de la guerre, qui n'est pas sans rappeler **le modèle de société militarisée instauré par le régime colonial israélien** (p. 12). Le projet militariste, c'est celui de mettre de l'avant «**l'intérêt national**» (p. 13) au détriment des populations. C'est le rêve d'une société armée, où pour **défendre les frontières contre une prétendue menace extérieure** (p. 3), on crée les armes et les dispositifs de contrôle qui serviront à contrôler l'ennemi intérieur.

Le spectre de la militarisation n'est pas une fatalité. L'envergure du projet militariste est aussi sa principale faiblesse : chaque maillon de la chaîne est une cible potentielle. Déjà, de multiples initiatives ont vu le jour pour le défier. On peut penser aux actions de perturbation de **défilés militaires** (p. 15), ou plus récemment aux mobilisations contre le **sommet de l'OTAN à Montréal** (p. 9) ou le **salon d'armement CANSEC à Ottawa** (p. 15).

Entendez-vous le bruit des bottes?

Refusons la fatalité de la marche vers la guerre!

La Loi sur l'unité de l'économie canadienne (C-5)

Adoptée en juin 2025, cette loi vise à accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructure en créant le Bureau de gestion des grands projets. Ce Bureau obtient le pouvoir d'exempter certains projets dits «d'intérêt national» de l'application de règlements ou de lois fédérales. Il peut ainsi ignorer ou réduire l'application des réglementations environnementales ou de consultations auprès des peuples autochtones.

En réponse, des nations autochtones se sont mobilisées contre la loi, qui est contestée devant les tribunaux.

Pour en savoir plus: 8thfirerising.ca

Dans ce numéro

Le Canada en marche vers la guerre	1-2	Sherbrooke, hub de la militarisation?	6	«Israël», une entité coloniale et militaire modèle!	12
Éditorial	3	La Banque de la défense, ou comment financer la guerre	7	L'intérêt national pour la guerre	13
La frontière, le nerf de la guerre	3	Retour sur «Bloquons l'OTAN»	7	Désarmons l'empire: Bases politiques	14
Extractivisme militaire: « La guerre, la guerre, c'est pas une raison pour se faire avoir »	4	La militarisation au soi-disant Québec	8-9	(2007-2008) Un groupe bloque le cirque militaire qui parade dans les rues de Québec	15
Nouveau Monstre Graphite	4	Construire un front commun contre l'économie de guerre	10	BLOQUONS CANSEC!	15
La Loutre : une mine de graphite financée par le Pentagone	5	Allemagne — Grèves scolaires contre le service militaire obligatoire	10		
Contre l'agrandissement de General Dynamics à Valleyfield	5	Refusons l'embrigadement de la jeunesse	11		



Illustrations de couverture et page centrale: **Renny Renface**
Illustrations p.3 et p. 12: **Fatta**

À propos

Guerre à la guerre est une initiative portée par Désinvestir pour la Palestine, un collectif de citoyen·nes, militant·es et groupes de la société civile engagé·es dans le mouvement de solidarité avec la Palestine à Tiohtià:ke/Mooniyang/Montréal.

Le soutien à la résistance palestinienne est indissociable de la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme d'ici et d'ailleurs. Face à la montée du militarisme et de l'autoritarisme, il nous apparaît aujourd'hui urgent de mettre un contre-discours de l'avant.

Guerre à la guerre se veut un espace de diffusion et de dialogue entre différentes mobilisations antimilitaristes à travers le soi-disant Québec. Nous espérons que ce journal favorise l'émergence d'un mouvement large de résistance contre l'économie de la mort et de la destruction.

Nous vous encourageons à lire, discuter, diffuser et réutiliser le contenu de ce journal largement, et partager vos propres initiatives en écrivant à **guerrealaguerre.info@proton.me**

Les articles publiés ici sont disponibles en ligne sur **guerrealaguerre.info**

Les articles reflètent les perspectives des auteur·ices, et n'engagent que ceux et celles-ci.



Éditorial

Comité éditorial de Guerre à la guerre

Elle semble être une affaire du passé : pourtant le nombre de conflits armés n'a jamais été aussi élevé depuis la Seconde Guerre mondiale.

Elle semble lointaine : pourtant le Canada est au cœur du projet de réarmement de l'Occident.

Elle semble abstraite, nous qui ne l'avons souvent connue qu'à travers les livres d'histoire ou les écrans de télévision.

Et pourtant, la guerre est aujourd'hui présentée comme inévitable : partout, les états-majors et les gouvernements multiplient les appels à la mobilisation.

Dans le capitalisme en crise, peut-on espérer un autre horizon que la promesse d'une guerre à venir?

Guerre à la guerre

C'est contre la fatalité de la guerre, contre la fatalité de

la militarisation de l'économie et de nos vies que nous produisons ce journal. Nous refusons de nous laisser bercer par les sirènes du militarisme. Nous voulons révéler que derrière les appels de Carney à l'unité nationale canadienne, c'est le bruit des bombes et des bottes qui résonne.

Nous savons aussi que des résistances à l'économie de guerre prennent racine un peu partout sur le territoire du soi-disant Québec. Que ce soit contre un projet minier, une usine de bombes, un centre de recherche militaire ou le recrutement de la jeunesse, chacune de ces mobilisations forme un maillon de la lutte contre le capitalisme de guerre et l'impérialisme.

Ce journal se veut un espace de mise en commun de ces différentes initiatives. Nous espérons ainsi les amplifier et développer un mouvement antimilitariste à la hauteur de la menace. Il s'agit de poser le premier jalon d'une compréhension commune de la militarisation. L'hydre du complexe militaro-industriel en devenir peut sembler invulnérable, et pourtant : chacune des luttes présentées ici expose ses vulnérabilités. À nous de les reconnaître et de les exploiter.

Analyse

La frontière, le nerf de la guerre

Solidarité sans frontières

Au début et à la fin de toute guerre, on trouve la frontière. La lutte antimilitariste ne peut pas se mener sans la lutte contre les frontières. Pour le comprendre, il faut examiner la façon dont l'État canadien l'arme et la renforce comme jamais auparavant.

La frontière est une ligne géographique qui sépare un «ici» et un «là-bas». Il faut comprendre la frontière comme ce qui justifie et alimente la violence de l'État. Elle est aussi une panoplie d'infrastructures humaines et matérielles composées de technologies de surveillance et d'armement, de corps militaires et paramilitaires, de prisons et de lois.

« La figure du migrant-criminel-ennemi est un prétexte pour déporter: au centre de détention de Laval, on invente aux gens un passé criminel pour accélérer leur renvoi, même vers des zones de guerre.»

En décembre 2024, le gouvernement du soi-disant Canada a annoncé investir 1,3 milliard de dollars dans le renforcement des frontières. Ceci finance les activités de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) qui agit partout sur le territoire, et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) présente à la frontière. Ces investissements servent également à développer l'arsenal militaire et technologique du pays, à travers le déploiement d'une «nouvelle force opérationnelle de renseignement aérien composée d'hélicoptères,

de drones et de tours de surveillance mobile». Ils renforcent ainsi le complexe militaro-industriel du Canada et celui de ses partenaires commerciaux (par exemple avec l'utilisation de drones chinois aux frontières). En jeu également, consolider la coopération économique avec les États-Unis en utilisant l'argument de la sécurité aux frontières comme monnaie d'échange.

La frontière : un dispositif matériel et juridique

L'aspect matériel et juridique de la frontière se déploie bien au-delà des points d'entrées du Canada. Elle est un continuum de dispositifs et de pratiques racistes qui s'étend sur tout le territoire. Elle permet aux gouvernements canadiens et québécois d'expérimenter leur dispositif militaire, technologique, et juridique dans l'optique d'une guerre plus vaste contre tous-tes celles et ceux qui sont non-exploitable.

La prison pour migrant-es à Laval, les arrestations dans les écoles, les quartiers populaires, et les lieux de travail sont toutes des pratiques offensives de l'ASFC qui s'inscrivent dans la logique de répression de l'État. Une série de lois fédérales récentes soutenues par le ministère de la Sécurité publique lui donnent des pouvoirs inédits de surveillance sous prétexte d'assurer la sécurité aux frontières.

En 2009, des membres de la nation Kanien'kehá:ka d'Akwesasne ont occupé la frontière coloniale qui traverse leur communauté pour affirmer leur souveraineté territoriale et s'opposer au port d'armes par les agents de l'ASFC. L'armement de la frontière est une lutte qui doit être menée en collaboration avec les peuples autochtones directement touchés par la création des frontières.

Exemple de cet arsenal législatif, la loi C-12, adoptée en mars 2026, associe directement les personnes migrantes à la criminalité. Elle utilise le vocabulaire de la menace et de la guerre défensive en affirmant que «les réseaux internationaux du crime organisé continuent de représenter la plus grande menace pour nos frontières.» La figure du migrant-criminel-ennemi est un prétexte pour déporter : au centre de détention de Laval, on invente aux

gens un passé criminel pour accélérer leur renvoi, même vers des zones de guerre.

L'imaginaire et le renforcement matériel de la frontière alimentent aussi la prolifération du complexe militaro-industriel. En justifiant les investissements, les accords commerciaux et politiques, la frontière profite aux industries militaires et extractivistes du Canada. Le technofascisme se nourrit de la frontière, à coup de drones, de surveillance de masses et d'expulsion des corps indésirables qu'il continuera d'exploiter jusqu'à la mort. La frontière, c'est le système nerveux de la guerre.

La frontière, spectre de la violence coloniale au soi-disant Canada

Au Québec comme au Canada, la construction de la frontière a d'abord eu lieu à travers le déplacement forcé et le génocide des peuples autochtones. Permise et renforcée par la violence coloniale, la frontière est désormais le lieu d'une guerre contre les personnes migrantes, et d'une gestion des conséquences des guerres, de l'extractivisme, du dérèglement climatique et des politiques économiques dont le Canada tire parti et profit.

La lutte antimilitariste ne peut pas se mener sans la lutte contre les frontières. Cette zone territoriale

« Permise et renforcée par la violence coloniale, la frontière est désormais le lieu d'une guerre contre les personnes migrantes [...] »

d'exception, d'expérimentation et d'expansion permet de réaliser les fantasmes technofascistes de l'État canadien. Les personnes migrantes y sont racialisées, criminalisées, humiliées. Elles sont ainsi soumises aux mêmes violences que subissent des peuples partout dans le monde à travers les guerres coloniales soutenues par le Canada.

Face à la nécessité d'un monde sans frontières, nous, militant-es de Solidarité sans frontières, migrant-es et allié-es, revendiquons l'abolition des frontières et luttons contre l'exploitation et la criminalisation des personnes migrantes. Par l'organisation collective, nous opposons aux frontières la justice sociale, l'autodétermination et la solidarité inconditionnelle entre les peuples.

Solidarité sans frontières

Site web:
www.solidarityacrossborders.org/fr
Instagram: @ssf.sab
Courriel:
solidaritesansfrontieres@gmail.com



Extractivisme militaire: « La guerre, la guerre, c’est pas une raison pour se faire avoir »

Louve rose et Le déserteur

Après la transition énergétique, c’est au tour de la militarisation de servir de prétexte gouvernemental pour justifier les projets d’exploitation des ressources naturelles. Il ne faut cependant pas se laisser bernier par ce faux discours d’urgence.

«Il faut faire la transition énergétique» chantaient en cœur les gouvernements caquiste et libéral du Canada durant les dernières années en proposant une panoplie de projets de développement économique «vert». Filière batterie, zone d’innovation, vallée de la transition, agrandissement de port, champs d’éoliennes privés et mines «écologiques» étaient à l’ordre du jour.

C’est sous ce vernis environnementaliste que la Coalition avenir Québec a lancé au début des années 2020 son programme économique de transition énergétique. À peine quelques années plus tard, la filière batterie semble à l’abandon et la transition énergétique paraît désormais derrière nous — alors qu’elle n’a jamais vraiment débuté.

Sauf que le développement économique extractiviste et industriel, lui, s’accélère. Bouleversements de la géopolitique mondiale, montée des droites, Trump: toutes les raisons deviennent des prétextes pour légitimer l’accélération capitaliste. **La défense de la nation, de son PIB et de ses intérêts est devenue le mot d’ordre pour faire avancer des projets industriels sans entraves démocratique ou écologiste.**

Loin de trancher avec les orientations précédentes, les objectifs de développement de l’industrie de guerre permettent d’aller encore plus loin dans l’expansion de l’extractivisme, des technologies de pointe et des industries lourdes. Comme pour le «secteur batterie», le matériel militaire moderne

est extrêmement dépendant en ressources minières et en énergie. Le fédéral et le provincial se voient donc offrir la parfaite excuse pour justifier l’investissement dans ces secteurs et le retrait des mesures limitant leur développement (mesures environnementales, processus démocratique et bureaucratique, consultation publique, etc.)

Derrière le discours de défense et de sécurité, les documents d’orientation comme la *Stratégie industrielle de défense* du fédéral et Le pouvoir québécois du provincial décrivent un large projet de transformation de l’économie. L’État y jouerait un rôle de moteur et lubrifiant du développement du complexe militaire en encourageant et en facilitant la production des biens d’usage mixtes (militaire et civil).



Le gouvernement Québécois va jusqu’à défendre l’idée d’utiliser les fonds publics pour soutenir la consolidation des PME de la technologie et en faire des géants de l’industrie de la défense.

Bien évidemment, ce développement économique permettra d’écouler sur le marché canadiens cuivre, aciers, lithium, or, graphite et tout un tas de ressources enfouies sous le vaste territoire du soi-disant Canada. Comme pour le reste de son histoire, ce pays de colons se perçoit moins comme une entité civique que comme un vaste projet d’extraction de ressources et de production de biens. L’écho avec les origines coloniales du Canada est encore plus fort lorsque que l’on sait que c’est au marché européen et ses alliés qu’est destiné la majorité de la production industrielle.

Dans un contexte mondial incertain, où l’ordre néolibéral et mondialisé est remis en cause, le Canada fait le choix de redevenir une base arrière du bloc occidental. **Comme à l’époque où la Royal Navy venait ici s’approvisionner en bois pour ses navires, le sol de la colonie aurait la vocation de fournir les matériaux pour l’aviation, les armes et les technologies de l’arsenal occidental.** Un projet d’autant plus intéressant pour les capitalistes canadiens s’ils arrivent à ce que ces ressources soient transformées ici, leur permettant d’exporter des biens à «haute valeur ajoutée».

Au Québec, le gouvernement est transparent dans sa volonté d’utiliser l’énergie comme levier pour attirer des industries de pointe, des centres de données et des entreprises de technologie, computation quantique et intelligence artificielle en tête. En visant doubler sa production électrique d’ici 2035 (l’équivalent de 185 TWh additionnels), la province veut s’assurer de fournir une énergie abondante et abordable à ces industries extrêmement énergivores. Les promesses de transition énergétique et les arguments d’éco-blanchiment ne sont plus que des notes de bas de page. Maintenant, le gouvernement l’assume: il faut de l’énergie pour faire aller la machine militaro-industrielle. Comme on peut lire dans *Le pouvoir québécois*, «l’énergie est le nerf de la guerre.»

La promesse de ces orientations est donc claire: éventrer les sols, noyer les forêts, coloniser toujours plus le nord du territoire, bâtir de vaste complexes industriels et faire avaler la pilule au nom de la sécurité nationale et de la santé économique. Encore et toujours pour assurer à la classe capitaliste canadienne et québécoise de ne pas perdre en privilège, en confort et en pouvoir. Extraire plus pour produire plus pour vendre plus... de guerre.

Lutte en cours

Nouveau Monstre Graphite

Des anarchistes de Lanaudière

Déclaré d’intérêt national par Carney, Nouveau Monde Graphite — un mégaprojet de mine de graphite à ciel ouvert sur le Nitaskinan, territoire non cédé Atikamekw Nehirowisiwok — se targue d’être la future plus grosse mine du genre en Amérique du Nord.

Nouveau Monde Graphite (NMG) s’est montré fier de participer à la fabrication d’armes canadiennes qui tueront dans les différentes guerres en cours et à venir. Est-ce que ce choix assumé sera suffisant pour ternir l’image fictive de l’entreprise comme sauveuse de l’environnement?



« Nouveau Monde Graphite (NMG) s’est montré fier de participer à la fabrication d’armes canadiennes qui tueront dans les différentes guerres en cours et à venir. Est-ce que ce choix assumé sera suffisant pour ternir l’image fictive de l’entreprise comme sauveuse de l’environnement ? »

L’objectif derrière Nouveau Monde Graphite : construire des armes made in Canada afin de militariser les frontières de l’Arctique et vendre de l’armement aux pays du G7. La mine de graphite ne servira donc pas seulement à la construction de batteries, mais aussi à la production de technologies militaires comme des drones, de la robotique, de l’IA et des technologies quantiques (radars, capteurs, etc.)

La mobilisation continue!

À travers les années, plusieurs actions et initiatives ont permis de montrer la non-acceptabilité sociale du projet (même si l’opposition demeure complexe et difficile dans la réalité des communautés locales) ainsi que la logique capitaliste destructrice de ce Nouveau Monstre Graphite!

Celles-ci ont été organisées par le groupe citoyen Coalition des opposants à un projet minier en Haute-Matawinie (COPH), en passant par des organismes comme Eau Secours et Mining Watch, jusqu’à des activistes écologistes, anticoloniaux et anticapitalistes. Voici un bref panorama des actions qui ont été menées jusqu’ici :

- Formation à la science citoyenne de l’échantillonnage dans le but de surveiller les impacts environnementaux
- Action de visibilité conjointe sur le site de NMG
- Décoration clownesque de machines sur le site de NMG
- Vandalismes à Montréal visant les bureaux de NMG à Griffintown
- Vandalisme sur des pickups d’une entreprise partenaire à Montréal (ABB)

Et maintenant?

Est-ce que cela relancera la mobilisation contre ce projet de mort? La construction et la mise en service de la mine Matawinie sont prévues s’échelonner sur environ 31 mois menant à une pleine production commerciale d’ici fin 2028. Un momentum idéal pour ralentir le début des activités avec une diversité d’action!

Ekoni aci! Aski mamó! C’est assez!

Malgré un niveau élevé de pauvreté dans la communauté due à l’absence d’alternatives économiques et les dynamiques complexes que cela peut créer, plusieurs personnes de la communauté Atikamekw Nehirowisiwok continuent de s’opposer à tous projets destructeurs. En 2021, un regroupement composé de militants autochtones de diverses communautés et de militants allochtones ont fait front commun lors d’une action de visibilité sur le site de NMG afin de dénoncer l’écoblanchiment des entreprises minières.

La Loutre : une mine de graphite financée par le Pentagone

Comité éditorial de Guerre à la guerre

Depuis plusieurs années, un projet de mine de graphite dans la région de Petite-Nation en Outaouais est la cible d’une importante mobilisation contre l’extractivisme et le militarisme.

La compagnie Lomiko Metals — rachetée à l’été 2026 par Global Battery Materials — projette de développer une mine de graphite à ciel ouvert sur le site de La Loutre. Son objectif : extraire 21,9 millions de tonnes de minerai par an pendant les 28 prochaines années.

La particularité de ce projet minier est que le département de la Défense des États-Unis y investit 11 millions \$. Cet investissement du Pentagone dans un projet minier au Canada constitue une première depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela démontre l’intégration des économies canadiennes et étatsuniennes dans le contexte de boom minier pour le contrôle des minéraux critiques et stratégiques essentiels à la « marche vers la guerre ».

La contestation de ce projet de mine a pris plusieurs formes au cours des dernières années — assemblée publique, manifestation, journées de formations, etc. Elle a culminé en 2025 par la tenue d’un référendum dans les municipalités touchées, où 95 % de la population a voté contre la mine. Malgré l’opposition populaire, le projet de La Loutre continue d’aller de l’avant : les nouvelles études de préféabilité présentées en 2026 ont même doublé le volume de minerai et la longévité attendue de la mine.

La lutte continue!

Pour en savoir plus

Journal Mine de rien du Comité autonome contre La Loutre, les mines et l’extractivisme (CALME), disponible ici : linktr.ee/COMITECALME



Contre l’agrandissement de General Dynamics à Valleyfield

Campagne de Stop GD Expansion

Depuis février 2026, un groupe d’activistes pro-palestinien-nes s’est organisé de façon autonome contre un projet d’agrandissement de General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield. D’abord une initiative de l’armée étatsunienne, le gouvernement Carney a suivi le pas dans son nouveau budget avec des promesses d’investissement de presque un milliard \$.

La montée de l’autoritarisme se fait sentir depuis quelques années, ce qui paralyse plusieurs personnes. Le plan économique militariste du gouvernement Carney ne fait qu’accentuer ce virage. Comment faire face à un plan économique impliquant des milliards d’investissements publics? Inspiré-es par la campagne BDS (Boycott Désinvestissement, Sanctions), nous faisons le pari que le meilleur moyen est une campagne ciblée contre l’une de ses pierres angulaires.

General Dynamics Valleyfield: fournisseur unique de propergol

L’attention sur General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield commence avec le Ploughshares Report, paru en mars 2025. Celui-ci démontre que l’usine est fournisseur unique d’un type de propergol (M31A2) pour les obus 155 mm assemblés aux états-unis. Le propergol est la composante qui permet la propulsion des obus vers leur cible.

Peu après le soi-disant embargo du gouvernement canadien à l’égard d’Israël, le rapport Arms Embargo Now, produit en juillet 2025 par le Palestinian Youth Movement et autres groupes alliés, montre clairement le propergol produit à Salaberry-de-Valleyfield est présent dans des obus acheminés en Israël. L’embargo canadien se révèle être une farce.

Début 2026, nous apprenons que GD va recevoir 682 millions \$ de l’armée étatsunienne pour agrandir son usine à Salaberry-de-Valleyfield et répondre à la demande grandissante d’obus des États-Unis et d’Israël. L’objectif de l’agrandissement est de tripler la production actuelle, pour passer de 2700 tonnes de propergol par année à 7300 tonnes. Considérant qu’un obus 155 mm contient en moyenne 9 kg d’explosifs, on parle de l’équivalent de 500 000 obus de plus par année, dont certains ne peuvent littéralement pas être assemblés sans le propergol M31A2, unique à Salaberry-de-Valleyfield.

Entre-temps, le gouvernement Carney annonce son plan d’investissement dans le militaire. Plus de 1056 millions \$ sont annoncés pour General Dynamics, partagés entre ses usines à Salaberry-de-Valleyfield et Repentigny (Le Gardeur). Il nous apparaît évident à ce moment que s’opposer à cet agrandissement est encore plus important qu’on ne le pensait.

Un BAPE, ça sert à quoi?

L’opposition a débuté en février 2026 avec une participation au Bureau d’audiences publiques sur l’environnement (BAPE), accompagnée de groupes citoyens dont le Mouvement d’action régional en environnement (MARE) et des gens mobilisés des municipalités autour. Sans surprise aux lecteur-ices, le BAPE a un impact très limité sur la réalisation de projets controversés au Québec. Il y a quand même certains aspects que nous avons trouvé très utiles en tant que militant-es :

- Délais de plusieurs mois dans la réalisation des travaux pour le projet d’agrandissement.
- Cela nous a permis d’entrer en contact et de nous allier avec d’autres groupes militants affinitaires que nous n’aurions probablement pas connus autrement.

La majorité des BAPE ont eu un impact négligeable sur la résolution des projets, mais l’une des rares exceptions positives est celle de GNL Québec au Saguenay (2020), où le rapport du BAPE a convaincu le gouvernement de ne pas procéder avec le projet.

« [...] on parle de l’équivalent de 500 000 obus de plus par année, dont certains ne peuvent littéralement pas être assemblés sans le propergol M31A2, unique à Salaberry-de-Valleyfield. »

Bloquer General Dynamics, stopper le génocide!

Depuis la mobilisation au BAPE, une manifestation d’environ 200 personnes a été organisée en face des bureaux de General Dynamics, suivie de plusieurs événements communautaires pour engager les populations locales, ainsi qu’une réponse au rapport du BAPE sous forme de conférence de presse.

Chaque jour où l’agrandissement est retardé, ce sont plus de 1000 obus potentiels qui ne peuvent être pleinement assemblés. Un seul obus a un rayon d’explosion de 20 m et un rayon létal de 50 m. Alors que dans les dernières années, ces obus sont utilisés presque chaque jour sur la Palestine et le Liban, l’opposition active à cet agrandissement a le potentiel de sauver des vies.



Sherbrooke, hub de la militarisation ?

La zone quantique et l’Université de Sherbrooke comme socle de la stratégie DEFSEC

Collectif d’histoire, d’éducation et d’archivage populaire de Sherbrooke (CHEAP)

En mars 2026, la mairesse Marie-Claude Bibeau lançait la stratégie DEFSEC, une stratégie de défense issue du palier municipal. Cette stratégie se présente comme l’intensification de processus déjà enclenchés par le développement des zones d’innovation du Québec, dont la zone d’innovation quantique (DistriQ) à Sherbrooke. Retour sur des liens qui se précisent entre l’Université de Sherbrooke, la zone d’innovation et la militarisation dans la région.

Annoncée en 2022, DistriQ a reçu plus de 200 millions \$ de fonds publics provinciaux. Elle réunit l’Université de Sherbrooke (UdeS), la Ville (via Sherbrooke Innopole), le Cégep de Sherbrooke et de nombreux partenaires privés, dont de grandes entreprises militaires. La zone couvre trois secteurs : le centre-ville, le quartier manufacturier de la rue Roy et le parc ACELP, qui abrite le campus de l’UdeS et l’Institut quantique. L’approbation en juillet 2026 par le Conseil municipal de la vente d’un terrain sur le boulevard industriel à Keel Infrastructures (anciennement Bitfarms) pour un mégacentre de données indique une nouvelle phase d’expansion géographique de la zone.

« [...] les terrains pour le nouveau manège militaire, situés sur le Plateau Saint-Joseph, ont été achetés à la société immobilière Immex par le gouvernement fédéral pour 8 millions \$, soit trois fois le prix de leur évaluation. »

C’est précisément l’Institut quantique qui entretient les liens les plus nets avec le complexe militaire-industriel. Ses recherches sur les algorithmes quantiques ont été financées par des entreprises d’armement parmi les plus importantes au monde. Lockheed Martin, fabricant des avions F-16 et F-35 utilisés dans le génocide à Gaza, a versé 1,3 million \$ à l’Institut entre 2021 et 2023. Raytheon Technologies, compagnie militaire américaine, et Thales, fournisseur de l’armée israélienne en systèmes d’aviation, sont aussi partenaires de l’institut. S’ajoutent des entreprises de technologie comme Microsoft et IBM. Ce dernier possède et finance l’ordinateur quantique installé à Bromont, dont les serveurs chauffent les condos de luxe du développement immobilier Humano District, installé près du campus.

La stratégie DEFSEC : un virage vers l’économie de la mort

Ces partenariats et les infrastructures qu’ils contribuent à développer prennent un relief particulier à la lumière de la stratégie DEFSEC. Adoptée lors d’une rencontre de 20 minutes à huis clos, elle a été dévoilée par la mairesse en mars 2026. Cette stratégie a été rédigée avec Entreprendre Sherbrooke, la Chambre de commerce et District Q, et préfacée par le professeur Justin Massie de l’UQAM à titre de conseiller de la ville sur la militarisation.

« C’est précisément l’Institut quantique qui entretient les liens les plus nets avec le complexe militaire-industriel. »

L’administration Bibeau avait dès le printemps 2025 amorcé une tournée du milieu des affaires afin que les propriétaires d’entreprises de Sherbrooke bénéficient de la hausse des dépenses militaires fédérales. La mairesse, ancienne ministre fédérale, et ses partenaires entendent tirer profit de cette économie de la mort.

DEFSEC mise sur la cybersécurité, l’intelligence artificielle quantique et les technologies dites duales (civiles et militaires). Concrètement, un comité municipal accompagnera chercheurs et entreprises pour accéder aux subventions militaires. La Ville joue aussi un rôle, en offrant des avantages fiscaux et fonciers pour attirer les manufacturiers du secteur, des outils qu’elle dit ne pas avoir par ailleurs pour le logement social, en pleine crise du logement. Le journal *La Tribune* a révélé en février 2026 que les terrains pour le nouveau manège militaire, situés sur le Plateau Saint-Joseph, ont été achetés à la société immobilière Immex par le gouvernement fédéral pour 8 millions \$, soit trois fois le prix de leur évaluation. Selon la députée fédérale Élisabeth Brière, la localisation du nouveau manège et la proximité des commerces devraient aider « à faire en sorte que nos régiments soient parmi ceux qui atteignent le mieux leurs objectifs de recrutement ».

Ce virage ouvertement militarisé de « l’innovation sherbrookoise » montre aussi l’hypocrisie du discours de l’UdeS à propos de partenariats respectueux des droits humains, tenu notamment pendant le campement étudiant dénonçant le génocide en Palestine en 2024. Mais il s’agit en fait plus d’une continuité que d’un virage : l’industrie quantique repose déjà sur l’extraction de minerais comme le cobalt, liée à l’exploitation et aux massacres au Congo, et sur des technologies d’intelligence artificielle utilisées dans le ciblage de population, notamment à Gaza.

« [...] le fait que la stratégie DEFSEC prenne ses appuis sur la zone d’innovation est un indicateur concret des intérêts en jeu. »

La stratégie DEFSEC : des partenariats avec les États-Unis

La stratégie DEFSEC s’appuie sur un discours où la militarisation et la souveraineté des données sont urgentes dans un contexte de défense contre les États-Unis. Cependant, le fait que la stratégie DEFSEC prenne ses appuis sur la zone d’innovation est un indicateur concret des intérêts en jeu. Depuis sa création, la zone est présentée comme un relais entre Sherbrooke et des villes étatsuniennes. Elle est bâtie sur des partenariats avec des entreprises dont les capitaux circulent sans se soucier des frontières. SBQuantum, intégré à DistriQ et situé au 805 rue Galt (au même endroit que General Dynamics), vient de recevoir un financement américain privé qui mènera à son expansion via une société sœur au Massachusetts. Selon le *Journal de Montréal*, les capteurs quantiques de SBQuantum ont été envoyés dans l’espace avec l’appui du Pentagone et de SpaceX. Keel Infrastructures, qui projette de construire un mégacentre de données, quant à eux ont des actionnaires internationaux, américains, canadiens, et viennent de réinstaller leur siège social à New York.

Le fil rouge qui tient ces projets c’est la canalisation de fonds publics, d’infrastructures, de ressources et de personnes de plus en plus précaires vers une économie destructrice. Elle porte les noms de génocide et d’écocide. Alors que les élus et les propriétaires d’entreprises se projettent dans un monde mortifère, l’organisation et la solidarité pour faire advenir d’autres mondes sont bien présentes.

Que faire? Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), No Tech for Apartheid, campagne de définancement de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) : amplifions ces luttes et organisons-nous dans nos milieux contre la zone quantique, et le complexe militaire de Sherbrooke et d’ailleurs!

Pour en savoir plus

Initiatives et groupes locaux à suivre sur Instagram
@sdhp.sherbrooke @solidaritepopulaireestrie
@sherbrookegaza @sherbrooke_sans_megacentre_ia



La Banque de la défense, ou comment financer la guerre

Alexis Lafleur-Paiement, membre du collectif Archives Révolutionnaires

Au printemps 2026, Mark Carney a dévoilé en grande pompe un projet de banque multilatérale porté par le Canada pour financer le réarmement de l’OTAN et de ses alliés. Quels sont les véritables enjeux de cette nouvelle institution transnationale qui établira son siège en sol canadien ?

Depuis quelques années, les tensions entre les différentes puissances impérialistes ont entraîné une militarisation et une relance des guerres au niveau mondial. Dans ce contexte, les États-Unis ont exigé que leurs partenaires augmentent leurs dépenses militaires, à quoi le Canada a répondu en investissant 2 % de son PIB dans la défense en 2025, pour un total de 61 milliards de dollars. Il souhaite dorénavant dépenser 5 % de son PIB dans le secteur militaire, cible qu’il pense atteindre dès 2035. Pour y arriver, le Canada continuera d’augmenter le budget du ministère de la Défense, tout en développant des mécanismes qui stimuleront l’économie militaire privée, ainsi que des secteurs périphériques à l’armée (par exemple l’espionnage et la surveillance).

Comment financer la guerre...

Du côté financier, deux institutions joueront un rôle central pour développer l’industrie militaire, à savoir la Banque de développement du Canada (BDC) et la toute nouvelle Banque de la défense, de la sécurité et de la résilience (Banque DSR). Selon son vice-président Peter Dawe, la BDC « aura pour mission d’apporter un soutien aux entreprises du secteur [militaire] ou qui souhaitent s’y lancer » (Le Devoir, 3 avril 2026). De son côté, la Banque DSR a pour ambition de soutenir les pays membres de l’OTAN et leurs alliés, en offrant « un financement à long terme et à faible coût pour des initiatives de défense, de sécurité et de résilience dans l’ensemble des chaînes d’approvisionnement » (ministère des Finances Canada, 29 avril 2026).

Annoncée au printemps 2026, la création de la Banque DSR expose le rôle que le Canada désire jouer dans la nouvelle économie de guerre qui se met en place. Ce projet est conduit par le premier ministre Mark Carney, banquier d’affaires qui a successivement dirigé la Banque du Canada puis la Banque d’Angleterre. Fort de son expertise et de ses contacts, il souhaite que le Canada devienne le « financier » de l’industrie militaire occidentale, avec l’espoir que cela dynamise l’économie domestique et vienne gonfler les profits des banques canadiennes.

« En somme, ce sont les pays membres qui assumeront les risques, alors que les banques et l’industrie militaire en bénéficieront. »

Bien que les informations concernant la Banque de la défense sortent au compte-gouttes, nous savons déjà qu’elle a été largement développée par le Canada et que son siège social se trouvera dans ce pays, probablement à Toronto ou à Montréal. En plus des gouvernements du Canada et d’une dizaine de pays européens, les six grandes banques canadiennes sont impliquées, c’est-à-dire la Banque Royale, la Toronto Dominion, la Banque de Montréal, la Banque Scotia, CIBC et la Banque Nationale. On trouve aussi comme partenaires deux des trois plus grosses banques d’Allemagne, soit la Deutsche Bank et la Commerzbank, sans oublier la plus grande banque d’investissement au monde, JPMorgan Chase, dont le siège social se trouve à New York. Cette liste non exhaustive témoigne

de l’importance envisagée pour la Banque de la défense, ainsi que des profits que ses partenaires estiment pouvoir en retirer. Mais comment fonctionnera la Banque DSR au juste ?

... au service des intérêts privés

La nouvelle Banque de la défense se présente comme un immense partenariat public-privé, dans lequel les gouvernements et les banques placeront de l’argent qui servira à faire des prêts aux industries militaires et certains investissements directs dans l’économie de guerre. Afin de garantir un faible taux d’intérêt aux entreprises qui contracteront des prêts, ces derniers seront garantis par les gouvernements impliqués. Si une entreprise est en défaut de paiement, ce sont les gouvernements qui rembourseront les banques privées ayant octroyé le prêt.

En somme, ce sont les pays membres qui assumeront les risques, alors que les banques et l’industrie militaire en bénéficieront. Les banques privées pourront effectuer des prêts sans risque et avec un taux de profit garanti, alors que les entreprises militaires pourront bénéficier d’un taux d’intérêt globalement faible. Les gouvernements, quant à eux, assumeront principalement les investissements et les risques... avec l’argent des contribuables. En effet, l’argent placé dans la Banque DSR ne sortira pas du néant : il vient des impôts et des taxes payés par les citoyen-ness, qui n’ont jamais consenti à ce que leur argent enrichisse les banques et finance l’industrie militaire.

À ce stade, il faut prendre conscience de l’ampleur de l’initiative de la Banque DSR. Si elle se concrétise, tout porte à croire qu’elle

deviendra un des principaux leviers du financement de l’économie de guerre au niveau mondial, et un des points essentiels de jonction entre les gouvernements occidentaux, les grandes banques et l’industrie militaire. Les conséquences à prévoir sont à la fois simples et terribles : détournement de fonds publics au profit du secteur financier et militaire, renforcement du pouvoir des banques et accélération du développement de l’industrie militaire, le tout dans une perspective de plus en plus probable de guerre.

Comme le siège social de la Banque DSR se trouvera au Canada, ce sera une priorité pour nos organisations de lutter contre ce projet. Si nous réussissons à fragiliser le financement de la machine de guerre occidentale, nous contribuerons à enrayer les conflits entre les grandes puissances qui nous menacent collectivement.

Archives révolutionnaires

Site web : archivesrevolutionnaires.com

Instagram : @archives.revolutionnaires

Linktree : linktr.ee/archivesrevolutionnaires



Récit de lutte

Retour sur « Bloquons l’OTAN »

Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)

En novembre 2024, Tio’tia:ke (Montréal) a accueilli l’assemblée parlementaire de l’OTAN. En réponse, des militant-es de la Convergence des luttes anticapitalistes et leurs alliés ont lancé un appel à l’action pour dénoncer l’événement. Retour sur un succès de mobilisation retentissant dont les échos ont dépassé les frontières.

À l’été 2024, Tio’tia:ke a été le théâtre d’une mobilisation d’envergure face à l’accélération du génocide palestinien, notamment par les campements de McGill, d’Al-Aqsa (UQAM) et d’Al-Soumoud (square Victoria). À la même période, l’OTAN annonce la tenue de son assemblée

parlementaire à Tio’tia:ke du 22 au 25 novembre. En réponse, des militant-es de la convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) ont appelé des alliés de divers horizons pour mettre en place un comité d’accueil à la hauteur de l’événement. Après les démantèlements des campements, les étudiant-es, notamment les militant-es de la CRUES et des collectifs pour la Palestine, entre autres Désinvestir pour la Palestine (D4P), ont rapidement joint leurs forces à la CLAC.

Malgré les faibles délais, du matériel d’information et de mobilisation a été produit et distribué massivement dans les quatre coins du soi-disant Québec, notamment le journal intitulé « Bloquons l’OTAN ». La date pour une manifestation large a été fixée le soir du 22 novembre.

La diversité des tactiques en action

Les associations étudiantes ont répondu à l’appel en proposant à leurs membres de se doter de mandats de grèves les 21 et 22 novembre; 100 000 étudiant-es feront la grève pour l’occasion. La CRUES a annoncé pour sa part une manifestation étudiante le 22 novembre qui rejoindrait la manifestation ouvertement anticoloniale et anti-impérialiste appelée par la CLAC.

Concordia a particulièrement mis l’épaule à la roue pour faire résonner la voix du peuple palestinien en organisant une occupation politique de l’université le 21 novembre.

Organisation horizontale antiautoritaire

Bloquons l’OTAN, c’est la force de l’organisation collective horizontale à son meilleur : différent-es militant-es avec différents intérêts se rejoignent pour mettre leurs talents en commun, avec une coordination flexible. La force d’initiative de l’organisation anarchiste en action permet de proposer à toutes des formes d’implications à leur image, de manière à prendre de court les organisations réformistes ou hiérarchiques.

Trouver des bases d’unité, faire surgir les intérêts communs entre les forces en présence ne pourra jamais relever d’une organisation verticale qui désire contrôler un mouvement. C’est au contraire par le développement de relations de confiance et d’entraide, par des propositions claires et transparentes et en étant flexible dans nos relations qu’il est possible de faire mal à l’État.

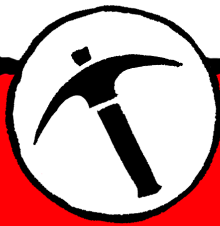
Pour en savoir plus

Pour recevoir les annonces d’événements de la CLAC, inscrivez-vous à AnticapitaLista sur www.clac-montreal.net



LA MILITARISATION AU

GLENCORE



Financement : Canada (150 M\$)

Subvention à l'étude pour maintenir les activités de la fonderie Horne, la seule fonderie de cuivre au Canada.

METAL

Financement :
États-Unis
Projet d'us
utilisées da
d'avions de
de Trump.

NOUVEAU MONDE GRAPHITE



Financement :

États-Unis (172 M\$), Canada (600 M\$)

Projet de mine visant à produire 120 000 tonnes de graphite concentré par an, pour la production de batteries et de matériel militaire.

Rouyn-Noranda

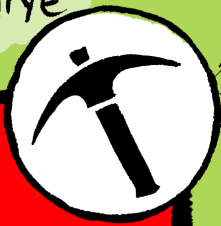
Temiskaming Shores

Réserve faunique La Vérendrye

Sag

Laurentia Wildlife Reserve

LOMIKO METALS



Financement : Armée des États-Unis (8 M\$)

Projet minier La Loutre visant à extraire 48 millions de tonnes de graphite, soit le 7e plus grand gisement au monde.

Qué

Trois-Rivières

Repentigny

Ottawa

Valleyfield

Montréal

CANSEC



Le plus grand salon professionnel dédié à l'armement en Amérique du Nord.

En 2027, bloquons CANSEC !

GENERAL DYNAMICS



Financement : États-Unis (700 M\$), Canada (356 M\$)

Projet d'agrandissement de l'usine d'explosifs de General Dynamics financée par le Canada et l'armée américaine.

GEN

Finan
Proje
d'obu
Gene

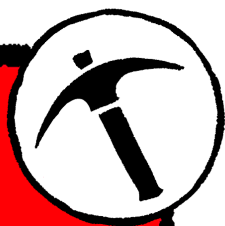
U SOI-DISANT QUÉBEC

IX TORNGAT

ent :

(50 M\$), Canada (175 M\$)

ine de séparation de terres rares
ns la fabrication de missiles et
e chasse, financé par des alliés

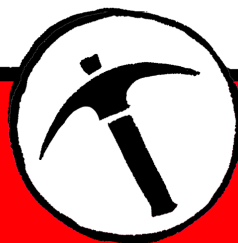


METAUX OSISKO

Financement :

Caisse de dépôt et placement du Québec (8 M\$)

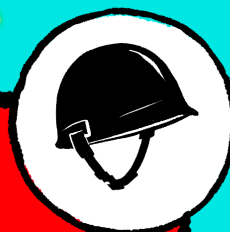
Travaux d'exploration en vue de la réouverture de la mine
de cuivre de Murdochville d'ici 2033.



BASE DE VALCARTIER

Financement : Canada (550 M\$)

Projet de construction de 1 180 logements sur la base
militaire de Valcartier, en plus des 710 logements actuels.



NERAL DYNAMICS

ncement : Canada (642 M\$)

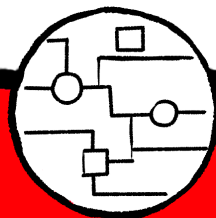
t d'expansion des capacités de production
s d'artillerie de 155 mm de l'usine de
ral Dynamics à Repentigny.



SB QUANTUM

Financement : Canada (3 M\$)

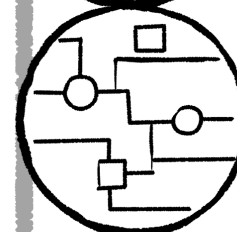
Contrats pour le développement de systèmes de
capteurs portables et leur intégration dans des drones
de l'armée canadienne.



Armement



Forces armées



Technologie



Ressources
naturelles

Construire un front commun contre l'économie de guerre

Rafaëlle Sinave, membre du Syndicat des professeures et professeurs du Cégep du Vieux Montréal

Comment une campagne citoyenne a-t-elle réussi à transformer une indignation collective en mobilisation intersyndicale? Retour sur la stratégie qui a permis de construire un front commun en faveur du désinvestissement de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) des entreprises complices des crimes commis en Palestine.

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) gère une grande partie de l'épargne collective des Québécoises et Québécois. Elle fait fructifier notamment les cotisations versées au Régime de rentes du Québec (RRQ) et au RREGOP, le principal régime de retraite des employé·es de l'État. Ces deux caisses de retraite représentent près de la moitié (45 %) des 517 milliards \$ gérés par la CDPQ. Les choix d'investissement qu'elle effectue engagent donc directement les travailleuses et les travailleurs du Québec.

Une analyse réalisée par la Coalition Québec URGENCE Palestine et le Mouvement pour une

paix juste révèle qu'en 2025, la CDPQ détenait 26,4 milliards de dollars dans 81 entreprises complices de violations des droits du peuple palestinien

Mobiliser par la base

Comment faire pression sur une institution aussi puissante que la CDPQ? C'est la question qui anime les discussions le 9 novembre 2024, lorsqu'une centaine de personnes issues des milieux communautaire, universitaire et syndical se réunissent à Montréal à l'invitation du collectif Désinvestir pour la Palestine. À la fin de cette journée, plusieurs comités de travail voient le jour. Je choisis de m'investir dans celui consacré au milieu syndical. Pour plusieurs

« Plusieurs mois de travail patient dans les assemblées générales et les différentes instances syndicales auront permis de construire un véritable front commun intersyndical. »

d'entre nous, il ne s'agissait plus seulement de dénoncer les investissements de la CDPQ, mais de trouver le levier capable de faire monter le rapport de force.

Avec un collègue du Collège Dawson, nous mettons en commun nos idées pour réfléchir à la formulation d'une résolution à faire adopter dans nos assemblées syndicales. Après son adoption à Dawson, le texte est retravaillé afin qu'il puisse être repris dans d'autres syndicats. Présentée ensuite au Syndicat des professeures et professeurs du Cégep du Vieux Montréal, cette version devient rapidement un modèle diffusé sur le site web de la campagne. Elle est ensuite adoptée par la Fédération nationale des enseignant·es du Québec (FNEEQ), par le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, puis par la CSN, avant d'être reprise par des organisations de différentes affiliations.

La résolution demande aux différentes instances syndicales d'agir pour que la CDPQ désinvestisse des entreprises impliquées dans les violations des droits humains et du droit international en Palestine, mais aussi pour que le Canada cesse de fournir du matériel militaire à Israël et que le Québec ferme son bureau à Tel-Aviv.

Construire un rapport de force intersyndical

Son adoption devient bien plus qu'une prise de position symbolique : chaque assemblée est l'occasion de découvrir où est investie notre épargne collective. Pour beaucoup de travailleuses et de travailleurs, c'est un choc de constater que leur propre épargne-retraite contribue aux profits d'entreprises impliquées dans l'économie de guerre. Cette prise de conscience transforme les assemblées en espaces d'éducation populaire, favorise l'adoption de mandats communs et conduit les grandes centrales syndicales à interpellier publiquement Charles Emond, président-directeur général de la CDPQ.

« [...] en 2025, la CDPQ détenait 26,4 milliards de dollars dans 81 entreprises complices de violations des droits du peuple palestinien. »

C'est probablement là que réside la principale réalisation de cette mobilisation. Plusieurs mois de travail patient dans les assemblées générales et les différentes instances syndicales auront permis de construire un véritable front commun intersyndical (FNEEQ, FAE, CSN, APTS, SPGQ). Les prises de position publiques des principales centrales syndicales démontrent que cette campagne citoyenne est devenue une parole collective capable d'augmenter la pression sur la CDPQ et de l'obliger à rendre des comptes.

Les résolutions adoptées ne constituent toutefois pas un point d'arrivée. Elles donnent un mandat aux représentantes et représentants syndicaux qui siègent dans les instances liées aux régimes de retraite et ouvrent la voie à une nouvelle étape. Les prochaines négociations de conventions collectives offriront l'occasion de faire des choix d'investissement de notre épargne collective un véritable enjeu syndical, afin que nos fonds de retraite cessent d'alimenter les industries de guerre.

Pour en savoir plus
cdpq-palestine.info



Luttes en cours

Allemagne – Grèves scolaires contre le service militaire obligatoire

Comité éditorial de Guerre à la guerre

En Allemagne comme au Canada, la marche vers la guerre est engagée. En ce sens, le gouvernement du chancelier Merz a annoncé vouloir faire de *Bundeswehr* (l'armée allemande) la première armée conventionnelle d'Europe. Pour ce faire, la réintroduction du service militaire obligatoire est sur la table. Depuis janvier 2026, tous les jeunes hommes allemands doivent remplir un questionnaire obligatoire de la *Bundeswehr* et se soumettre à des examens médicaux. Au même moment, une nouvelle loi permet à l'armée d'interdire aux jeunes hommes en âge de porter les armes de passer plus de trois mois à l'étranger sans l'accord de la *Bundeswehr*.

Au printemps 2026, les étudiant·es allemand·es ont répondu à ces politiques en tenant deux journées de grève – le 5 mars et le 8 mai – contre la conscription, qui ont regroupé des dizaines de milliers de jeunes dans les grandes villes du pays. Cette mobilisation – en continuité avec les grèves du climat de 2019 – démontre une voie de résistance à la militarisation par le refus actif de l'embarquement et du service militaire obligatoire.



Refusons l’embrigadement de la jeunesse

Julie Briand, conseil exécutif de la Coalition de résistance de l'unité étudiante syndicale (CRUES)

Alors que le futur s'assombrit pour les étudiant-es avec un filet social qui s'écroule, une crise du logement qui s'aggrave et le coût du panier d'épicerie qui continue d'augmenter, les gouvernements québécois et canadiens décident d'investir dans une militarisation qui n'offre que précarité et violence à la jeunesse.

Après 40 ans d'austérité en éducation, il n'est pas étonnant que la vie soit dure pour les personnes aux études. D'un côté, le coût de la vie augmente de manière fulgurante et, de l'autre, l'aide financière aux études (AFE) prétend qu'il est possible de vivre avec 1400 \$ par mois pour payer le loyer, la nourriture, le transport et tous les autres besoins. En ce moment, choisir d'être aux études, c'est choisir d'être précaire. Pendant ce temps, les orientations militaristes de nos gouvernements, au fédéral comme au provincial, sont de mauvais présages pour les étudiant-es.

« C'est une prise d'otage de la jeunesse qui est forcée de choisir entre la violence de la pauvreté et celle de la vie militaire, sans parler de la violence que cette militarisation va servir à infliger au Sud global. »

Militarisation et austérité

Nos gouvernements continuent leur approche d'austérité pour les services publics et de générosité pour les secteurs privés, mais maintenant avec un soutien dirigé spécifiquement vers le secteur militaire. Cette nouvelle direction n'est que l'intensification d'une politique économique déjà dysfonctionnelle. Non seulement les besoins essentiels comme le logement, la nourriture, la santé et l'éducation sont laissés de côté, mais l'investissement dans le militaire est le pire choix possible pour les citoyens canadiens et québécois. C'est une industrie à forte concentration de capital et à faible utilisation de main-d'œuvre, ce qui signifie que les investissements dans celle-ci vont créer moins d'emplois que d'autres secteurs de l'économie. Une économie fondée sur l'industrie militaire en est une qui ne va qu'augmenter les inégalités économiques.

De plus, l'environnement sera affecté de manière particulièrement destructrice. L'industrie militaire a déjà un impact écologique très élevé, étant responsable de près de 5,5 % des émissions de gaz à effet

de serre à l'échelle mondiale, chiffre qui ne prend pas en compte le coût de reconstruction des destructions engendrées par les guerres. Alors que des mouvements de grève contre l'austérité et de grève climatique ont agité la jeunesse, la militarisation de l'économie représente une nouvelle menace pour celle-ci.

« En construisant une économie qui précarise de plus en plus la jeunesse, le gouvernement rend encore plus attrayante l'option de vendre son corps et sa liberté aux forces armées. »

Précariser pour enrôler la jeunesse

La stratégie économique qui fait de nous les marchands d'armes de l'Occident s'accompagne d'une campagne de recrutement historique au sein des forces armées. En construisant une économie qui précarise de plus en plus la jeunesse, le gouvernement rend encore plus attrayante l'option de vendre son corps et sa liberté aux forces armées. Pendant que la qualité de vie des citoyen-nes continue de chuter, le salaire et les bénéfices des soldats, eux, augmentent. Pour un-e étudiant-e précaire qui tente de survivre sur l'AFE et qui a besoin de travailler en plus d'être aux études à temps plein, l'option d'avoir la gratuité scolaire, voir le salariat étudiant, avec un salaire qui commence à 35000 \$ par année, est tentante. Cette stratégie fonctionne visiblement, car en 2025 le Canada a connu sa plus grande vague de recrutement en trente ans.

Les forces armées : une institution violente

Ce qu'on ne dit pas à celles et ceux qui s'enrôlent, ce sont les conséquences du «travail» au sein des forces armées. Une paie un peu plus élevée n'efface pas les violences qu'inflige l'armée à ses soldats. C'est une organisation fondamentalement violente qui idéalise une hypermasculinité néfaste.

Les statistiques de santé mentale en disent long : une étude gouvernementale sur les militaires et vétérans a observé que 19,5 % ont vécu un épisode de dépression majeur au cours de la dernière année et 9,9 % un trouble de stress post-traumatique. Sur l'ensemble de leur vie, ces chiffres augmentent respectivement à 40 % et à 22 %. Le taux de suicide, 45 % plus élevé chez les vétérans que dans le reste de la population, est emblématique de cette violence institutionnelle.

Les taux de violences sexuelles sont aussi extrêmement élevés. L'institut Atlas pour les vétérans rapporte que, depuis leur arrivée au sein des forces armées canadiennes, environ une femme sur quatre et un homme sur 25 ont subi au moins une agression sexuelle, mais mentionne aussi que ces statistiques proviennent des signalements et que plus de la moitié des cas d'inconduite sexuelle ne sont pas signalées. Pour l'institut « Il est connu que la culture organisationnelle militaire tolère ou accepte souvent la discrimination, le harcèlement et la violence fondés sur le sexe ou le genre ».

Beaucoup de nouvelles recrues mentionnent leur inquiétude face à notre voisin du sud comme un des facteurs les ayant motivé-es à s'enrôler. Le mirage d'une conquête américaine entraînera un réveil abrupt chez ceux qui s'enrôlent pour défendre la souveraineté canadienne quand iels vont se voir mobiliser pour maintenir l'ordre économique mondial et l'exploitation du Sud global.

« [...] depuis leur arrivée au sein des forces armées canadiennes, environ une femme sur quatre et un homme sur 25 ont subi au moins une agression sexuelle [...] »

Cette militarisation du Canada et du Québec n'est pas un vrai projet de société, mais une simple escalade de la violence des plus puissants envers les plus faibles. C'est une prise d'otage de la jeunesse qui est forcée de choisir entre la violence de la pauvreté et celle de la vie militaire, sans parler de la violence que cette militarisation va servir à infliger au Sud global. Nous pouvons, et devons, refuser d'être réduit à une chair à canon, vendu-es au profit des élites économiques et politiques. Luttons pour une société qui prend sa jeunesse et son futur au sérieux, qui cherche à minimiser la violence au lieu de maximiser le pouvoir de quelques élites.

Coalition de résistance de l'unité étudiante syndicale

Site web : crues.org

Instagram : [@la_crues](https://www.instagram.com/la_crues)



« Israël », une entité coloniale et militaire modèle !

Collectif Désinvestir pour la Palestine

Le Canada et les autres puissances occidentales augmentent leurs investissements dans le secteur militaire et l'expérimentation de leurs technologies meurtrières sur des populations comme celle de la Palestine. « Israël », acteur clef dans ces expérimentations et allié majeur de ces pays, constitue même un modèle pour eux, à plus d'un égard. La Palestine subit de la sorte un acharnement capitaliste et colonial, mais montre aussi la voie de la résistance, de diverses manières.

En évoquant la Palestine, l'ex-premier ministre de l'occupation israélienne David Ben Gourion avait affirmé vouloir « transformer le désert et les friches en une oasis peuplée, florissante, fertile et riche sur le plan culturel, à l'instar de ce qu'ont fait les immigrants anglais en Amérique du Nord et les immigrants néerlandais en Afrique du Sud ». L'idéologie sioniste s'est donc inspirée de précédents projets de colonies de peuplement, comme celui opéré par le Canada. Cela se manifeste à travers le nettoyage ethnique, le génocide des populations autochtones et l'accaparement progressif du territoire, le tout en construisant un récit qui tourne autour de la civilisation et de la démocratie. L'Histoire est assez similaire.

La Palestine, laboratoire de l'occupation

Si la colonisation de la Palestine a été inspirée par l'histoire occidentale, la militarisation contemporaine d'« Israël » constitue à son tour une source d'inspiration des États occidentaux. Bien que la conscription soit obligatoire en « Israël » depuis sa création sur la Terre de Palestine en 1948, l'économie militaire s'y est surtout développée au tournant des années 2000. L'effondrement de la bulle Internet et le climat post-11 septembre l'ont poussé à réorienter son économie basée sur les technologies de l'information vers le secteur militaire. L'économie « israélienne » profitait d'une demande mondiale accrue pour les technologies de sécurité et de surveillance développées par l'État colonial pour exercer un contrôle de plus en plus serré sur les territoires occupés.

« Pour « Israël », l'état de conflit perpétuel était particulièrement rentable. Dans un contexte de « guerre au terrorisme » basée sur l'arabophobie et l'islamophobie, « Israël » s'est montré comme un modèle de sécurité intérieure. »

Pour « Israël », l'état de conflit perpétuel était particulièrement rentable. Dans un contexte de « guerre au terrorisme » basée sur l'arabophobie et l'islamophobie, « Israël » s'est montré comme un modèle de sécurité intérieure. Il a notamment accueilli régulièrement des conférences sur la sécurité intérieure et partagé des méthodes de profilage et des technologies de surveillance avec de hauts responsables de la police et de grandes entreprises. Un échange de ce qui est appelé les « meilleures pratiques » a par exemple mené à ce que des dizaines de corps policiers (notamment ceux de New York et Los Angeles) et agences gouvernementales (comme la Gendarmerie royale du Canada [GRC] et l'agence américaine de contrôle de l'immigration et des

douanes [ICE]) soient entraîné-es par l'armée d'occupation « israélienne », selon Jewish Voice for Peace. Ces institutions appliquent ensuite les méthodes de répressions nouvellement apprises sur leur propre population. Par exemple, *Wired* a révélé, en octobre 2024, que l'ICE utilisait une application d'espionnage développée par Paragon, une entreprise « israélienne ». L'entité sioniste agit ainsi comme une référence pour les sociétés occidentales en termes de surveillance et de répression.

Ces échanges se sont accélérés depuis le 7 octobre 2023, alors que l'armée « israélienne » et des compagnies étatsuniennes comme Palantir ont utilisé Gaza comme laboratoire pour de nouvelles armes et technologies de surveillance, comme le rapporte l'American Friends Service Committee. La Palestine devait servir aussi de base militaire pour constituer une épée de Damoclès sioniste-étatsunienne contre les pays de la région. En parallèle, on assiste à une montée considérable de la répression dans les pays occidentaux.

Face à l'occupation, la résistance

Les Palestinien-nés n'ont eu de cesse de résister à l'occupation « israélienne », démontrant au

quotidien l'absurdité de l'affirmation occidentale selon laquelle l'entité sioniste serait une démocratie, « la seule au Moyen-Orient ».

Cette résistance est portée par différents groupes sociaux et a pris de nombreuses formes, notamment:

- Le mouvement de boycott des produits « israéliens », particulièrement lors de la Deuxième Intifada (2005) et la mise en place de coopératives agricoles visant une souveraineté alimentaire hors du circuit de l'occupation;
- Le « trafic » de sperme, en opposition au système carcéral et de surveillance « israélien ». Des prisonniers font sortir clandestinement des échantillons de sperme, afin de permettre à leurs épouses d'enfanter et de continuer la « guerre démographique »;
- La guérilla et la lutte armée, portées par des factions d'horizons et idéologies divers-es.

Depuis le 7 octobre 2023, le génocide à Gaza, assiégée depuis 2007, s'est accéléré. La lutte existentielle immédiate a imposé la question de la lutte armée et sa nécessité, en montrant qu'on ne combat pas un appareil militaire (seulement) avec

des slogans.

On assiste aussi à une collaboration active entre diverses factions de la résistance en Palestine, à travers la Salle des opérations conjointes palestiniennes. Si celle-ci opère sous l'égide de la branche militaire du Hamas, elle regroupe aussi bien des brigades de groupes islamistes que d'extrême gauche. Les opérations militaires et les actions politiques de ces factions ont été activement soutenues par d'autres groupes de la résistance au Liban, au Yémen et en Irak, ainsi que par l'Iran.

Face à l'impérialisme, au colonialisme et aux guerres d'agression, une résistance continue et une inscription active dans une guerre de libération finit par triompher, malgré l'asymétrie des moyens.

Palestine vaincra !

Désinvestir pour la Palestine

Instagram : @desinvestir4palestine

Linktree : linktr.ee/desinvestir4palestine



Pour en savoir plus

Sur la transformation de l'économie « israélienne » au début des années 2000, voir la synthèse de Naomi Klein dans le chapitre 21 de son livre *La stratégie du choc*.

L'intérêt national pour la guerre

Collectif du texte *Corne de Brume – les gens du commun contre l'intérêt national*

Face au discours libéral bien-pensant d'un supposé «retour de la guerre», il est légitime de se demander si celle-ci fut à un moment réellement absente. Délocalisée, elle se poursuivait simplement ailleurs. Pendant quelques décennies on a voulu nous faire croire que la guerre n'était plus qu'une chose lointaine. Maintenant l'illusion tombe. Les frappes chirurgicales, les opérations tactiques contre le terrorisme et les bombardements par drones apparaissent pour ce qu'ils ont toujours été : la guerre.

Face à une stagnation économique et une transformation du rapport de force sur l'échiquier mondial, le mode de vie impérial est menacé. N'étant plus à même d'assurer l'accumulation de richesses, les puissances occidentales changent de posture. Tous les moyens sont bons pour défendre, bec et ongles, l'«*American Way of Life*». Cela se traduit par des mesures d'austérité, mais aussi par la violence militaire et tout ce qui la rend possible.

Comme l'affirme Carney au sujet des nouveaux investissements massifs dans le militaire : «nous allons aussi protéger cette prospérité, protéger notre qualité de vie et protéger notre façon d'être.»

La guerre vise donc à assurer l'ouverture de nouveaux débouchés économiques et se présente sous sa forme impérialiste, par l'accaparement de territoires et de ressources. Les logiques guerrières, autoritaires, voire fascisantes, ne sont pas contraires à la démocratie. Elles en sont le prolongement. L'État, devant assurer sa souveraineté, est fondamentalement guerrier, autoritaire et guidé par la nécessité d'accroître sa force. Qu'il se drape de valeur démocratique et libérale n'efface pas la violence fondatrice qui l'a mis en place ni celle qu'il exerce pour se maintenir.

Quand l'État et la croissance vacillent, la contrainte, la discipline et la peur redeviennent les piliers du maintien de l'ordre et de la production ininterrompue de marchandises, de ressources et de citoyens.

Mobilisation générale

Au cœur de la légitimation politique et de la production industrielle de la guerre se trouve l'enjeu de mobiliser la population nationale. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter le nombre de réservistes dans l'Armée canadienne ou de financer la défense nationale. Nous sommes tous mobilisé-es, qu'on le veuille ou non, par le travail, la famille, la société civile.



« Comme l'affirme Carney au sujet des nouveaux investissements massifs dans le militaire : “nous allons aussi protéger cette prospérité, protéger notre qualité de vie et protéger notre façon d'être.” »

La mobilisation générale est une opération qui, pour fonctionner, doit produire des sujets bien dressés, qui sont prêts à mettre l'épaulé à la roue. Pour assurer la participation et l'assentiment, il lui faut des dispositifs d'identification. Parmi eux, l'intérêt national comme logique particulière du pouvoir se traduit par la construction d'un « nous ».

À cet effet, la cohésion sociale s'assure par la désignation d'un ennemi, autant extérieur qu'intérieur. L'intérêt national apparaît alors comme une opération de division entre les citoyens de droit et les ennemis de la nation, posés comme menace.

Ces figures sont multiples : terroriste, assisté-e social-e, migrant-e. La menace qu'ils représentent ne peut être éradiquée de manière définitive malgré la répression accrue. C'est tout le problème de la gouvernance qui ne pourra jamais obtenir l'adhésion

totale et définitive de sa population. Cette manie de l'État à désigner ce qui lui échappe comme une menace traduit bien le caractère paranoïaque des logiques militaristes contemporaines.

Ce dont l'État a besoin c'est d'un réarmement démographique et civique, comme le disait dernièrement Emmanuel Macron. En vue de renverser la vapeur et contrer les « changements des mœurs », il faut des programmes gouvernementaux qui incitent les jeunes à faire des enfants. Cette stratégie nataliste fonctionne d'après une double contrainte : supprimer les naissances indésirables et accélérer les naissances désirables. D'un côté, la stérilisation forcée des migrantes et autochtones assure la pureté du corps colonial. D'un autre, les incitatifs familiaux et les contraintes à l'avortement assurent conjointement la production de travailleurs et de soldats nationaux.

Il n'est pas surprenant qu'un des lieux les plus propices pour la propagation de cette logique soit la famille nucléaire. Ce qu'on craint du queer, c'est sa reproduction horizontale passant par des gestes, des manières d'être et des idées, contrairement à la reproduction verticale de la sainte-famille, celle de la norme et de l'institution. C'est pourquoi les plus inclusifs inviteront certains *anormaux* à s'y joindre, en autant qu'ils reprennent le chemin civilisé : s'installer quelque part, fonder une famille, travailler, payer ses taxes.

Démobilisation

Face à cette situation, qu'est-il permis d'espérer? Le catastrophisme actuel ne cultive que l'impuissance et la panique : le désastre est inévitable, le fascisme approche. Paradoxalement, cette menace est repoussée hors de nos existences : la guerre est toujours ailleurs, le fascisme toujours chez nos voisins.

« Malgré ce sentiment d'écrasement, de multiples refus transpercent déjà la façade du monde de la gouvernance et de l'économie. Refus de l'identification nationale, refus du travail, refus de la famille. On voudrait les contenir, mais rien n'y fait. Ça déborde de partout. »

Malgré ce sentiment d'écrasement, de multiples refus transpercent déjà la façade du monde de la gouvernance et de l'économie. Refus de l'identification nationale, refus du travail, refus de la famille. On voudrait les contenir, mais rien n'y fait. Ça déborde de partout.

La guerre et l'instabilité ne signifient pas nécessairement la fermeture d'une politique ayant comme visée l'émancipation. La période dans laquelle nous entrons pourrait aussi donner lieu à des situations qui feront apparaître la question révolutionnaire. Que faire pour ne pas nous complaire dans l'attente de tels moments? Décrire, analyser, critiquer ne suffisent pas. Ce qu'il manque pour faire advenir la révolution, c'est une manière d'orienter positivement les refus qui traversent la société. Il faut construire une force politique qui dépasse le simple décrochage face au monde, la désertion de celui-ci. Nous devons, dès maintenant, réfléchir une autre appartenance, en rupture avec les identifications promues par la nation et la logique économique. Il faut être à même de trancher dans le présent et recharger la possibilité révolutionnaire.

Le texte complet est disponible en ligne

desinteretnational.com/Manifeste



Désarmons l'empire: Bases politiques

Collectif Désarmons l'empire

Les autorités de l'État canadien ont récemment annoncé des incitatifs afin de faire pivoter l'économie canadienne vers la production militaire. Les sociétés minières ont été autorisées à intensifier l'activité exploratoire et l'extraction de minéraux à usage militaire. La présence et les infrastructures militaires canadiennes sont sur le point de s'étendre dans la région de l'Arctique, où les inquiétudes des communautés autochtones sont ignorées. La police, les autorités de l'immigration et les autres institutions de répression étatiques seront matériellement outillées pour cibler les groupes racisés et les classes populaires de plus en plus précarisées. **L'enracinement du complexe militaro-industriel dans ce que l'on appelle le Canada annonce le renforcement de l'impérialisme canadien.**

L'impérialisme canadien se manifeste de multiples façons : sa participation militaire à l'OTAN, la vente d'armes à l'entité sioniste, l'imposition de sanctions économiques aux nations souveraines et le complexe industriel extractiviste basées au Canada. En 2025, les dépenses militaires dans le budget fédéral ont augmenté de 81,8 milliards, dont 6,6 milliards pour créer et renforcer une nouvelle stratégie militaro-industrielle. Les chiffres concernant l'industrie minière sont également accablants: 38 % des sociétés minières mondiales, telles que Teck et Anglo, ont leur siège social au Canada et ils extraient chaque année 220 milliards de profit des terres du Sud global par la coercition économique et la violence. C'est les mêmes moyens que l'État canadien utilise contre les peuples autochtones de l'île de la Tortue pour voler et exploiter leurs terres afin d'accumuler les richesses. **Le génocide, le déplacement des peuples, le vol de terres, la destruction et l'exploitation des territoires sont les moyens par lesquels ce que l'on appelle le Canada impose son pouvoir.**

Depuis sa création en tant que colonies de peuplement française et anglaise construites sur le génocide des peuples autochtones de l'île de la Tortue et des peuples noirs réduits à esclavage, le Canada a joué un rôle déterminant dans l'établissement du capitalisme. Ce système économique est basé sur l'accumulation sans fin des richesses matérielles et leur accaparement par les classes dirigeantes des États occidentaux. Avec le développement du capitalisme est venue une nouvelle forme d'impérialisme dans laquelle le nettoyage ethnique des peuples autochtones et le pillage de la terre qui caractérisent le colonialisme sont reproduits par le néocolonialisme, la mondialisation capitaliste et les interventions politiques/militaires dans le Sud global afin de consolider le pouvoir des capitalistes occidentaux. **L'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme sont des systèmes interdépendants.**

L'impérialisme canadien ne se développe pas seul. Les États-Unis mènent directement et indirectement les guerres en Palestine, au Yémen et en Iran. Les guerres sionistes et le colonialisme à travers le Levant s'intensifient. Cuba est étranglée par un blocus qui dure depuis 66 ans. La majorité des continents africain et asiatique restent sous une domination néocoloniale. **Ces guerres sont les réactions désespérées des empires mourants face à la désillusion croissante de la majorité mondiale et la résistance qui menacent ces empires.**

En conséquence, des groupes de divers horizons se sont réunis pour former Désarmons l'Empire (DIE). DIE est une coalition qui lance un appel aux groupes étudiants, aux syndicats, à la société civile et aux militant-es révolutionnaires à poursuivre les luttes qui ont été alimentées à la suite du soulèvement palestinien de 2023 afin de résister à l'impérialisme et au réarmement du Canada. Bien que la chute des empires occidentaux soit presque assurée, ce qui suit dans leur sillage n'est pas aussi certain. **Pour qu'il y ait révolution, il faut créer des conditions révolutionnaires. C'est la responsabilité de tous les groupes militants.**

Ci-dessous, vous trouverez nos bases d'unité. Ce sont des principes directeurs pour que les organisations rejoignent la coalition. Veuillez les lire et consulter vos membres pour vous joindre à nous.

1. Le colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme sont des systèmes interdépendants; le complexe militaro-industriel en est leur moteur. Le démantèlement de l'un nécessite le démantèlement des autres. Ainsi, la lutte contre le militarisme canadien est la lutte contre

l'impérialisme canadien, ce qui nécessite donc le démantèlement de l'illégitime État canadien.

2. Nous soutenons sans équivoque l'autodétermination de tous les peuples colonisés, y compris ceux faisant l'utilisation de la lutte armée comme moyen d'atteindre ces fins. Dans le contexte canadien, cela désigne l'autodétermination des peuples autochtones de l'île de la Tortue contre les projets coloniaux anglais et français.

3. Nous défendons la diversité des tactiques pour résister à l'impérialisme canadien. En pratique, cela signifie que les membres de la coalition ne condamnent pas publiquement les actions entreprises par d'autres membres de la coalition ou des individus en dehors de celle-ci. Cependant,

4. Nous rejetons la pratique réformiste. Le chemin vers le démantèlement de l'impérialisme canadien est celui qui emprunte la voie du démantèlement du colonialisme sur l'île de la Tortue: bien que le chemin vers la victoire puisse être progressif, à aucun stade de notre lutte, nous ne pouvons saper ce principe. En d'autres termes, nous ne plaçons pas pour un «meilleur» Canada - nous considérons son existence comme un crime historique contre l'humanité, les êtres vivants ainsi que l'environnement. Nous ne légitimons pas la gouvernance canadienne par l'électoratisme ou le lobbying des politicien-nes.

5. À court terme, DIE entend:

a. Mobiliser les groupes militants contre les projets de développement économique militariste dans leurs communautés et mettre en pratique la solidarité internationale avec les nations confrontées à des offensives impérialistes. Et ce, en sabotant ses moteurs situés au cœur de l'empire canadien. Localement, ces luttes peuvent prendre des tendances environnementalistes, sociales, économiques, politiques et anticoloniales.

b. Mobiliser les contingents de partout au Canada contre le salon de fabrication d'armes de la CANSEC qui aura lieu à Ottawa du 2 au 3 juin 2027.

c. S'organiser contre la création du siège de la Banque de défense, de sécurité et de résilience au Canada.

d. Soutenir et mobiliser des campagnes en cours contre les entreprises militaristes, y compris, mais sans s'y limiter : General Dynamics, Lockheed Martin, Bombardier, Thales, les sociétés minières et les forces armées canadiennes.

Désarmons l'empire
Site web : desarmonsempire.org



Récit de lutte

(2007-2008) Un groupe bloque le cirque militaire qui parade dans les rues de Québec

Guerre à la Guerre (2007-2009)

Guerre à la Guerre (2007-2009) était une organisation ouverte et large basée dans la ville de Québec et mise en place après l'annonce d'une parade militaire organisée par la ville pour célébrer le départ des soldat-es de Valcartier pour l'Afghanistan en 2007.

Un impérialisme à la canadienne

Le rôle de l'armée canadienne dans cette guerre impérialiste était de défendre militairement la reconstruction des infrastructures civiles afin de soutenir le régime d'Hamid Karzaï. Celui-ci est devenu président du pays à la suite de bombardements massifs effectués par l'armée des États-Unis moins d'un mois après les attentats du 11 septembre 2001.

« [...] une très grande part des capacités de mobilisations de la ville ont été tournées vers un objectif, clairement élaboré par les organisateur-rices anticapitalistes : perturber une parade destinée à mousser l'impérialisme. »

Bref, c'était l'impérialisme à la canadienne : d'un côté les actes les plus répréhensibles sont commis par le gouvernement étatsunien, mais de l'autre, des milliards sont investis par le Canada dans des missions perçues comme davantage socialement



acceptables. Ces missions de maintien du régime en place ont été, malgré le vernis humanitaire, imposées par la menace et l'intervention militaire directe. Dès le départ, il s'agissait d'un enjeu de mobilisation ardu, parce que même l'ONU soutenait l'idée de cette mission de « paix ».

Faire bloc contre la parade militaire

Dans ce contexte, l'annonce du départ des soldat-es de la base militaire de Valcartier, pour remplacer les soldat-es déjà déployé-es en Afghanistan, faisait parler. D'autant plus que leur départ serait célébré par une parade au centre-ville. Autant la

population de la ville que les militant-es n'étaient pas chauds à au passage d'une parade militaire dans les rues de Québec.

Des personnes de divers horizons se sont rejoints pour trouver des façons de travailler ensemble — autant des anticapitalistes qui ont lancé l'initiative, que des militant-es de Québec Solidaire ou de la Coalition paix, une organisation citoyenne qui a entre autres organisé les manifestations contre la guerre en Irak en 2003.

Des gens de Montréal et Sherbrooke se sont joints au mouvement, en organisant des services

d'autobus pour amener des manifestant-es. Toutes les initiatives étaient bienvenues. Des militant-es de Montréal ont par exemple convaincu les locaux de faire des envois postaux dans toutes les zones où les résidences des soldat-es étaient concentrées, de manière à leur montrer l'exemple de soldat-es étatsunien-nes qui ont déserté au lieu d'aller en mission.

Perturbons leurs parades!

Québec est réputée être conservatrice, faisant en sorte que les militant-es, même en ayant de profondes divergences, accordent davantage d'importance à se soutenir entre elleux. C'est dans ce contexte qu'une très grande part des capacités de mobilisations de la ville ont été tournées vers un objectif, clairement élaboré par les organisateur-rices anticapitalistes : perturber une parade destinée à mousser l'impérialisme.

L'année suivante, alors que la ville voulait célébrer son 400e anniversaire avec une autre parade militaire, les militant-es de Guerre à la guerre ont de nouveau saisi l'opportunité pour dénoncer le colonialisme.

Même si ces manifestations n'ont pas altéré le cours de l'occupation canadienne en Afghanistan, la mobilisation de près d'un millier de personnes deux ans d'affilée dans la ville, en plus des perturbations causées par le fait que les manifestations ont dans les deux cas réussi à pénétrer sur le trajet des parades, ont fait en sorte de laisser une impression positive sur les mouvements de résistance au militarisme au soi-disant Québec.

Récit de lutte

BLOQUONS CANSEC!

Collectif Désarmons l'empire

Le 28 mai dernier, des militant-es venus de différentes villes à travers le Canada se sont réuni-es à Ottawa pour manifester contre la foire annuelle de l'armement CANSEC. Retour sur la mobilisation de cette année et les perspectives de luttes pour l'édition 2027.

Le 28 mai 2026, des militant-es d'Ottawa, de l'Outaouais, de Montréal, de Toronto et de Vancouver se sont rassemblés dans la capitale pour s'opposer à la tenue de CANSEC, le plus grand salon professionnel consacré aux armes en Amérique du Nord. La foire sert de marché aux génocidaires de l'OTAN et à leurs États alliés pour fomenter la projection violente des puissances occidentales dans les pays du Sud. Parmi les exposants présents à ce salon, figuraient Elbit Systems et Lockheed Martin, qui comptent parmi les plus grands concepteurs et profiteurs du militarisme occidental.

Une manifestation prometteuse

Le salon CANSEC s'est tenu près de l'aéroport d'Ottawa, au centre Cohere, nommé à juste titre d'après l'entreprise canadienne d'intelligence artificielle qui s'est récemment associée au groupe Thales pour des opérations de défense maritime et navale. Les manifestant-es se sont rassemblés à l'aube dans un stationnement à proximité du site du congrès; iels ont rapidement été harcelé-es par la police, qui a menacé de faire remorquer leurs véhicules. Après s'être organisé-es pour déplacer leurs véhicules, les manifestant-es ont pris la rue et ont défilé jusqu'au centre Cohere, où un rassemblement s'était déjà formé à l'extérieur du CANSEC.

Le Service de police d'Ottawa (OPS) s'est montré d'une timidité mesurée dans ses interactions avec les manifestant-es. Dès le début, des agents désignés se sont approchés des manifestant-es, vêtus de gilets portant la mention «Police

Liaison», sous prétexte de coopération. Bien qu'ils aient été ignorés par les manifestant-es, quelques partisans âgés et bavards, venus exprimer leur désapprobation, ont occupé ces soi-disant agents de liaison. L'attitude des agents antiémeutes du service de police d'Ottawa (OPS) était relativement décontractée, équipés de guère plus que de genouillères et de casques. Un petit groupe de manifestant-es munis de bannières a tenté de bloquer l'autoroute à quatre voies sur laquelle circulait le trafic entrant et sortant du CANSEC. Iels ont été repoussés par les policiers, non sans le soutien de la foule qui s'était rapidement rassemblée pour résister aux représailles des agents.



Les participants au salon CANSEC arrivaient du stationnement de l'aéroport situé de l'autre côté de l'autoroute. Ils contournaient la manifestation devant l'entrée principale du centre Cohere grâce à une escorte policière qui les a conduits vers une entrée latérale du centre des congrès. Les manifestants se sont alors regroupés à cette entrée et ont de nouveau avancé dans la rue pour tenter de bloquer la circulation des véhicules et des piétons. Cette tentative s'est avérée plus fructueuse que la première. En effet, un important groupe de manifestant-es a tenu bon et résisté aux efforts de l'OPS visant à les repousser sur le trottoir. Cette

impasse a entraîné un blocage effectif de la circulation, sans pour autant occuper toute l'autoroute.

Quelques minutes plus tard, des responsables locaux de la manifestation sont intervenus et ont demandé aux manifestant-es de retourner sur le trottoir. L'intention était d'éviter les arrestations: 13 manifestant-es avaient été arrêtés lors de la manifestation de 2025 contre le CANSEC. Cependant, cette intervention et l'acquiescement de nombreux-ses manifestant-es a finalement cédé du terrain à la police et a sapé l'aspect «blocage» de la manifestation.

La manifestation s'est poursuivie jusqu'à environ 11 h, marquée par de nombreux slogans engagés, des affrontements avec les forces de l'ordre et le soutien fervent de participants plus passifs.

« Nous appelons tous les militant-es du soi-disant Québec à établir les liens entre le militarisme impérialiste incarné par CANSEC et les luttes locales auxquelles ils participent. Nous les appelons à mobiliser leurs bases contre la machine de mort impérialiste qui s'enracine de plus en plus dans l'économie canadienne, et à faire une démonstration de force lors de CANSEC 2027. »

CANSEC 2027 à l'horizon

Dans la perspective de 2027, les militant-es du soi-disant Québec doivent avant tout mobiliser leurs communautés afin de coordonner des contingents pour participer à la manifestation «Shut Down CANSEC». Pour assurer une présence perturbatrice, il sera crucial de renforcer les liens entre les organisations des deux villes, d'échanger des tactiques et de s'entendre sur des stratégies permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le nom même de la manifestation.

Nous appelons tous les militants du soi-disant Québec à établir les liens entre le militarisme impérialiste incarné par CANSEC et les luttes locales auxquelles iels participent. Nous les appelons à mobiliser leurs bases contre la machine de mort impérialiste qui s'enracine de plus en plus dans l'économie canadienne, et à faire une démonstration de force lors de CANSEC 2027.

SOIRÉE DE CONVERGENCE ET DE MOBILISATION



CONTRE LE MILITARISME

**26
SEPT
16H-21H**

1710 Beaudry
Comité social Centre-sud

Le 26 septembre 2026 à partir de 16h au 1710 Beaudry, une soirée de convergence et de mobilisation contre la militarisation du Canada aura lieu à l'initiative de plusieurs collectifs antimilitaristes et antiimpérialistes - Désarmons l'empire, Guerre à la guerre, Désarmons l'empire.

Cette journée de convergence sera l'occasion de prendre connaissance des projets et initiatives antimilitaristes qui s'organisent sur le territoire du soi-disant Québec à travers la présentation d'un panel de discussion sur les luttes en cours et la tenue de tables de mobilisation par plusieurs collectifs alliés.

Les présentations seront suivies par un souper collectif organisé par l'(Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) et Désarmons l'empire afin de discuter dans une ambiance informelle des luttes en cours et à venir sur le front antimilitariste.

Accueil et tables de mobilisation 16h-17h

Panel 17h-18h30

Souper 18h30-21h

En présence de

Journal Guerre à la Guerre : Le comité éditorial du journal Guerre à la guerre lancera officiellement la publication en présentant les grandes lignes du journal et des luttes antimilitaristes en cours et à venir.

Désarmons l'empire et Shutdown CANSEC : Le collectif Désarmons l'empire et des membres de Shutdown CANSEC (Ottawa) présenteront leurs campagnes de mobilisation contre la foire d'armement CANSEC qui se tiendra en juin 2027 à Ottawa.

Genocide Dienamics : Le collectif Genocide Dienamics fera une présentation sur la lutte en cours contre l'agrandissement de l'usine de munitions General Dynamics à Valleyfield et les mobilisations à venir.

Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) : Zaël Gourd, responsable au soutien à la convergences des luttes au sein du FCTÉ présentera les menaces écologiques que représente la militarisation notamment en lien avec l'expansion annoncée des industries extractives.

**Une tournée de plusieurs régions du Québec est planifiée cet automne.
Dates et lieux à venir!**